

Service : Direction Générale

N° : 06-2025



Département Isère – Canton du Moyen Grésivaudan – Commune de Crolles

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 24 janvier 2025

Objet : ACCORD DE PARTENARIAT TRIPARTITE POUR LA RETROCESSION DES FONDS ET L'ACHAT DES BILLETS D'AVION POUR LA MOBILITE DES ELEVES COLOMBIENS EN FRANCE DANS LE CADRE DU PROJET DE COOPERATION « CROLLES – ZAPATOCA : POUR UNE JEUNESSE CITOYENNE »

L'an deux mil vingt-cinq, le 24 janvier, le conseil municipal de la commune de CROLLES, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Philippe LORIMIER, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Date de convocation du conseil municipal : 17 janvier 2025

PRESENTS :

Mmes FOURNIER, FRAGOLA, GRANGEAT LANNOY, LEJEUNE, LUCATELLI, QUINETTE-MOURAT, RITZENTHALER
MM. AYACHE, BONAZZI, CRESPEAU, FORT, GIRET, JAVET, LENAIN, LORIMIER, PEYRONNARD, POMMELET, RESVE, ROETS.

Présents : 20

Représentés : 8

Absents : 1

Votants : 28

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mmes DUMAS (pouvoir à S. FOURNIER), MONDET (pouvoir à C. QUINETTE-MOURAT), NDAGIJE (pouvoir à P. LENAIN), RENOUF (pouvoir à D. RITZENTHALER), TANI (pouvoir à A. FRAGOLA).
MM. CROZES (pouvoir P. LORIMIER), GERARDO (pouvoir à F. LANNOY), LIZERE (pouvoir à B. LUCATELLI).

ABSENTS :

M. KAUFFMANN

Mme RITZENTHALER a été élue secrétaire de séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L 1115-1, L1611-4, L2121-29, et L2311-7 ;

Vu la délibération n°33-2024 portant accord pour la contribution financière de la Ville de Crolles dans le cadre de la coopération décentralisée et la mise en œuvre de l'appel à projets Jeunesse X du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) ;

Vu la délibération n°91-2024 portant convention de partenariat avec la commune de Zapatoca dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Crolles-Zapatoca : pour une jeunesse citoyenne » ;

Considérant, la décision d'octroi d'une subvention de 80 270 € en faveur de la collectivité de Crolles en date du 24 avril 2024 par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères pour la mise en œuvre du projet « Crolles-Zapatoca : pour une jeunesse citoyenne », issu de l'appel à projets Jeunesse X,

Madame l'adjointe à la coopération internationale rappelle que dans le cadre du projet « Crolles-Zapatoca : pour une jeunesse citoyenne », cofinancé par le ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, les communes de Crolles et de Zapatoca (Colombie) sont notamment engagées dans une action de mobilité croisée entre deux classes de collégiens. Les collégiens français et leurs professeurs ont ainsi fait le déplacement à Zapatoca du 22 septembre au 6 octobre dernier, et il est prévu que la classe de collégiens colombiens soit accueillie en France pour 15 jours au mois de mai prochain.

Madame l'adjointe à la coopération internationale indique que dans le cadre du budget du programme, il est prévu qu'une partie des cofinancements reçus du ministère (23 900€) soit rétrocédée aux partenaires

Extrait de délibération n°06-2024 du CM du 24 janvier 2025, Page 2 sur

colombiens, pour aider à l'achat des billets d'avion du groupe de jeunes et de leurs encadrants. Elle explique qu'au vu des règles de taxations auxquelles sont soumises les collectivités colombiennes (ponction d'une partie de la subvention par l'Etat), il est proposé que ces fonds soient rétrocédés à un organisme à but non lucratif, la Fondation Pro Zapatoca, qui centralisera les différents fonds collectés et sera chargée de l'achat des billets d'avion.

Afin de formaliser et sécuriser ce transfert, il est donc proposé de conclure une convention tripartite entre les mairies de Crolles, Zapatoca et la Fondation Pro Zapatoca, pour définir les obligations et contributions de chacun. Ainsi, la convention prévoit que :

- La commune de Crolles rétrocède à la Fondation Pro Zapatoca la somme de 23 900 €,
- La commune de Zapatoca verse à la Fondation Pro Zapatoca la somme de 15 millions de pesos colombiens (environ 3 300 €)
- La Fondation apporte une contribution en nature de 3 millions de pesos colombiens (680 €) correspondant à la gestion réalisée pour mettre en œuvre cette convention, à savoir, l'achat, sous le contrôle de la commune de Zapatoca, des billets d'avion pour le groupe d'élèves et leurs professeurs.

Après cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés (3 abstentions M. Patrick AYACHE, Mme Caroline RENOUF, Mme Doris RITZENTHALER), décide :

- D'approuver les termes de la convention tripartite de rétrocession des fonds entre les communes de Crolles, Zapatoca et la Fondation ProZapatoca ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention susmentionnée en version française et espagnole ;
- De procéder à la rétrocession de la somme prévue, à savoir 23 900€, au profit de la Fondation Pro Zapatoca.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

Crolles, le **03 FEV. 2025**
Philippe LORIMIER
Maire de Crolles



La secrétaire de séance
Doris RITZENTHALER

Acte certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de sa publication le et de sa transmission en Préfecture le
Pour le Maire, par délégation, la responsable du pôle juridique - marchés publics

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.



ACCORD DE PARTENARIAT TRIPARTITE No. 001 – 2025

OBJET	UNIR LES EFFORTS DES MUNICIPALITES DE ZAPATOCA, CROLLES ET DE LA FONDATION PROZAPATOCA POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D’ACTIONS DU PROJET “CROLLES-ZAPATOCA : POUR UNE JEUNESSE CITOYENNE” POUR LA RETROCESSION DES FONDS ET L’ACHAT DES BILLETS D’AVION POUR LA MOBILITE DES ETUDIANTS COLOMBIENS EN FRANCE
CONTRACTANT	FONDATION PRO ZAPATOCA NIT. 8 0 4 0 0 8 7 3 5-8 Représentante légale : Mme Adriana Toledo Arenas N° de carte d’identité: 63.315.272
CO- CONTRACTANTS	-MUNICIPALITE DE ZAPATOCA – SANTANDER (COLOMBIE) NIT. 890.204.138-3, représentée légalement par M. Jesús Antonio Acevedo Solano -COMMUNE DE CROLLES (FRANCE)- Représentée légalement par M. Philippe Lorimier, Maire (délibération n°xx-2025)
SUPERVISEUR	SECRETARIAT DE L’EDUCATION, DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DES SPORTS – Mairie de Zapatoca.
VALEUR	LE MONTANT DE L’ACCORD EST CONSTITUE D’UNE CONTRIBUTION FINANCIERE EN DEVISE D’ORIGINE DE CHAQUE PAYS COMME SUIT : APPORT FINANCIER MUNICIPALITE DE CROLLES : VINGT TROIS MILLES NEUF CENT EUROS (€ 23.900). APPORT FINANCIER MUNICIPALITE DE ZAPATOCA : QUINZE MILLIONS DE PESOS COLOMBIENS (\$15.000.000). APPORT EN NATURE ESAL PRO ZAPATOCA : TROIS MILLIONS DE PESOS COLOMBIENS (\$3.000.000).
DUREE D’EXECUTION	La durée d’exécution est de CINQ (05) MOIS, à compter de la signature de la présente convention.
DATE D’EXECUTION	1ER FEVRIER 2025

Entre les soussignés :

- **JESÚS ANTONIO ACEVEDO SOLANO** identifié par la carte d’identité N° 13.515. 234 de Zapatoca - Santander, en tant que maire de la municipalité de Zapatoca - Santander, conformément à l’acte de possession 001 du premier (01) janvier 2024 délivré par le notaire unique du cercle de Zapatoca - Santander, et à l’acte public n° 003 du 04 janvier 2024 délivré par le notaire unique du cercle de Zapatoca, habilité à exercer les fonctions de contractant de l’État en tant qu’ordonnateur des



Mairie de Zapatoca, Santander
Mairie de Crolles

Envoyé en préfecture le 05/02/2025
Reçu en préfecture le 05/02/2025
Publié le 07/02/2025
ID : 038-213801400-20250203-DELIB06_2025-DE

dépenses, et , en vertu des pouvoirs constitutionnels et légaux conférés par les paragraphes 3) et 9) de l'article 315 de la Constitution politique, le paragraphe b) du paragraphe 3, le paragraphe 1 de l'article 11 de la loi 80 de 1993, le paragraphe 5 du paragraphe d) de l'article 29 de la loi 1551 de 2012, l'article 124 de la loi 1957 de 2019, qui, aux fins du présent contrat, sera appelé **LA MUNICIPALITÉ DE ZAPATOCA**, d'une part,

- la **MUNICIPALITÉ DE CROLLES (FRANCE)** légalement représentée par le Maire **M. Philippe LORIMIER** (résolution n°xx-2025) qui, aux fins du présent contrat, sera désignée comme LA MUNICIPALITÉ DE CROLLES.
- et l'entité à but non lucratif **FONDATION PRO ZAPATOCA**, enregistrée sous le numéro NIT. 8 0 4 0 0 8 7 3 5-8, légalement représentée par Mme Adriana Toledo Arenas identifiée par la carte d'identité n° 63.315. 272, dûment habilitée à signer des contrats et des accords en son nom, qui déclare sous serment que ni elle ni l'entité qu'elle représente ne se trouvent dans l'un des cas d'incompatibilité, d'incapacité ou d'empêchement prévus par la constitution et la loi, et qui, aux fins du présent contrat de fondation, sera dénommée **ESAL (Entidad Sin Animo de Lucro, soit entité à but non lucratif en français)**,

D'un commun accord, il est convenu de conclure le présent **ACCORD DE PARTENARIAT**, conformément aux dispositions de l'article 5 du décret 092 de 2017 et d'autres règles régissant la matière, en suivant les lignes directrices et en tenant compte du fait que l'aptitude et l'expérience directement liées à l'objet à développer ont été vérifiées, en évaluant la capacité et l'aptitude de l'**ESAL**, ainsi que les autres documents joints à la conformité pour mener à bien l'exécution de cette dernière, et en considérant que :

1. Ces accords de partenariat sont différents des contrats visés à l'article 2 et sont régis par l'article 96 de la loi 489 de 1998 et par les articles 5, 6, 7 et 8 du présent décret.
2. Que l'ESAL est autorisée à organiser et à développer des événements dans la municipalité de Zapatoca.
3. Que, conformément à ce qui précède, il est prévu de respecter le programme d'action défini dans la convention conclue entre les mairies de Crolles et de Zapatoca, dans le cadre du projet de coopération « Crolles - Zapatoca : pour une jeunesse citoyenne » pour la rétrocession de fonds et l'achat de billets d'avion pour la mobilité d'étudiants colombiens vers la France.
4. que l'entité à but non lucratif, conformément à la proposition présentée, apportera en nature pour l'exécution de l'accord la somme de **TROIS MILLIONS DE PESOS COLOMBIENS (3.000.000 \$)**, représentée en biens et services conformément au budget établi par l'entité, qui fait partie intégrante du présent document.
5. Que les municipalités disposent des disponibilités budgétaires dans le cadre de leurs budgets respectifs des recettes et des dépenses en vigueur en 2025.
6. Les dispositions contenues dans l'étude d'opportunité et de commodité et la proposition formulée par l'ESAL font partie intégrante du présent accord, à toutes fins utiles.

L'accord de partenariat spécifié ci-dessous est régi par les règles juridiques en vigueur et par les articles suivants :

ARTICLE PREMIER - DÉFINITIONS : Les expressions utilisées dans le présent accord avec une majuscule doivent être comprises dans le sens indiqué ci-dessous. Les termes définis sont utilisés au singulier et au pluriel selon le contexte dans lequel ils sont utilisés. Les autres termes utilisés avec une majuscule doivent être compris conformément à la définition contenue dans la loi 489 de 1998 et le décret 092 de 2017 et conformément à la signification établie dans les études et invitations précédentes. Les termes non définis dans les documents référencés ou dans la présente clause doivent être compris conformément à leur sens naturel et évident.

Accord : Il s'agit du présent accord de volontés.



Mairie de Zapatoca, Santander
Mairie de Crolles

Envoyé en préfecture le 05/02/2025
Reçu en préfecture le 05/02/2025
Publié le 07/02/2025
ID : 038-213801400-20250203-DELIB06_2025-DE

Parties contractantes : LA MUNICIPALITÉ DE ZAPATOCA - SANTANDER ET LA MUNICIPALITÉ DE CROLLES (FRANCE)

Contractant : FONDATION PRO ZAPATOCA

ARTICLE DEUX – OBJET DE L'ACCORD : « UNIR LES FORCES DE LA MUNICIPALITÉ DE ZAPATOCA, DE LA MUNICIPALITÉ DE CROLLES FRANCE ET DE LA FONDATION PRO ZAPATOCA POUR METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME D'ACTIONS DANS LE CADRE DU PROJET DE COOPÉRATION « CROLLES -ZAPATOCA : POUR UNE JEUNESSE CITOYENNE » POUR LA RETROCESSION DE FONDS ET L'ACHAT DE BILLETS D'AVION POUR LA MOBILITÉ D'ÉTUDIANTS COLOMBIENS VERS LA FRANCE ». Les documents relatifs au processus font partie de cet accord et définissent également les activités, le champ d'application et les obligations de celui-ci.

ARTICLE TROIS : ACTIVITES SPECIFIQUES DE L'ACCORD : Le champ d'application de l'objet de cet accord avec une entité à but non lucratif est de mener, d'exécuter, de fournir et de réaliser les activités suivantes :

-Achat des billets d'avion aller-retour entre Bucaramanga et Lyon (France), pour les 19 élèves qui participent au projet, leurs 3 professeurs et le coordinateur tourisme de la mairie de Zapatoca.

-Les dates prévisionnelles du voyage sont du 13/05 mai au 27/05/2025. Avant de finaliser l'achat, l'ESAL devra s'assurer de la validation par les deux municipalités des horaires de vols sélectionnés.

-En tant qu'acheteur des billets, l'ESAL assurera le suivi avec la compagnie aérienne en cas de modification des vols, de retard ou de problèmes.

-Les vols réservés devront tous comprendre un bagage en soute d'a minima 20 kilos et d'un bagage cabine par personne.

-La liste nominative des passagers (élèves et adultes encadrants) est annexée à la présente convention et fait donc partie des documents de l'accord. La commune de Zapatoca garantit que passager est bien titulaire d'un passeport en cours de validité.

-L'ESAL transmet aux deux municipalités l'ensemble des justificatifs des dépenses faites avec les fonds reçus au plus tard à la fin du délai de validité de l'accord.

APPORTS DE LA FONDATION PRO ZAPATOCA en PESOS COLOMBIEN \$		
Appui et conseil pour la mise en oeuvre du projet	2	500.000
Photocopies, impressions et papeterie	1	500.000
Socialisation du Projet avec les familles des élèves	19	2000000
TOTAL DE LA PARTICIPATION EN NATURE		3.000.000

ARTICLE QUATRE – OBLIGATIONS DES PARTIES.

ESAL

Carrera 9 No 20 – 36
www.zapatoca-santander.gov.co ,
Email: alcaldia@zapatoca-santander.gov.co
Zapatoca – Santander - Colombia



Mairie de Zapatoca, Santander
Mairie de Crolles

Envoyé en préfecture le 05/02/2025
Reçu en préfecture le 05/02/2025
Publié le 07/02/2025
ID : 038-213801400-20250203-DELIB06_2025-DE

1. L'ESAL s'acquiesce de l'obligation de payer la sécurité sociale intégrale et l'ARL de lui-même et des travailleurs dont il a la charge et qui sont nécessaires à l'exécution de l'objet de l'accord, conformément aux dispositions de la loi 100 de 1993 et de la loi 1562 de 2012.
2. Les ressources transférées par les Municipalités doivent être utilisées exclusivement pour la satisfaction de l'objet du contrat, à savoir l'achat de billets d'avion pour la mobilité des étudiants colombiens en France qui font partie du groupe « Programme d'action dans le cadre du projet de coopération " Crolles - Zapatoca : pour une jeune citoyenneté " ».
3. Ouvrir un compte d'épargne dans une institution financière supervisée et autorisée par la SUPERFINANCIERA à gérer les ressources objet de la présente convention tripartite.
4. Signaler en temps utile tout incident ou accident de travail dans lequel il/elle est impliqué(e).
5. Respecter strictement le champ d'application et les spécifications techniques de l'objet du contrat.
6. Fournir la collaboration nécessaire à la mise en œuvre de l'objet de l'accord.
7. Agir avec loyauté et bonne foi dans le développement de cet accord, en évitant les retards et les obstacles qui peuvent survenir.
8. Ne pas donner suite aux menaces ou aux demandes de ceux qui agissent en dehors de la loi dans le but de le contraindre à faire ou à omettre un acte ou une action, en informant immédiatement l'entité et les autres autorités compétentes lorsque des demandes ou des menaces sont formulées.
9. Garantir le personnel minimum nécessaire à la prestation du service.
10. Être responsable des documents physiques, informatiques ou magnétiques produits ou remis dans le cadre de l'exécution de l'accord, ainsi que de la sécurité et du traitement adéquat des documents et des dossiers propres à l'institution, afin qu'ils soient conservés dans le service correspondant.
11. Se familiariser avec l'accord et les annexes techniques en vue d'une exécution efficace et efficiente et les faire connaître à l'ensemble du personnel impliqué dans l'exécution.
12. Mettre à disposition les ressources humaines, techniques, administratives et financières nécessaires à l'exécution de l'accord.
13. Engager formellement et maintenir pendant l'exécution de l'accord les compétences humaines requises avec le profil demandé.

COMMUNES :

1. Sont tenues d'effectuer les enregistrements et les opérations budgétaires et comptables nécessaires au paiement des biens et/ou des services que le contractant leur a fournis sur la base du présent contrat.
2. De demander les rapports de la gestion effectuée à l'occasion de l'objet du contrat
3. De fournir les informations requises par le contractant pour l'exécution du contrat
4. Effectuer les paiements prévus dans le présent contrat de la manière convenue.
5. Garantir la surveillance et la vigilance nécessaires à l'exécution des obligations du contractant.
6. De mener toute autre action nécessaire à la parfaite exécution du contrat
7. Se conformer aux instructions données par le superviseur désigné au cours de l'élaboration du contrat. Pour cela, le superviseur doit à tout moment et en permanence être en capacité de revoir et accréditer cette situation.
8. Signaler immédiatement toute nouveauté ou anomalie au superviseur du contrat.

ARTICLE CINQ – DUREE D'EXECUTION : la durée d'exécution est de CINQ (5) MOIS, à compter de la signature de la présente convention, de son opposabilité et de la souscription au certificat d'ouverture.

ARTICLE 6 – MONTANT DE L'ACCORD ET MODALITES DE VERSEMENT :

LE MONTANT DE L'ACCORD CORRESPOND A UNE CONTRIBUTION FINANCIERE OU EN VALORISATION DANS LA MONNAIE D'ORIGINE DE CHAQUE PAYS TEL QUE SUIT :

APPORT FINANCIER DE LA MUNICIPALITE DE CROLLES : **VINGT TROIS MILLE NEUF CENT EUROS (23.900 €).**

APPORT FINANCIER DE LA MUNICIPALITE DE ZAPATOCA : **QUINZE MILLIONS DE PESOS COLOMBIENS**

Carrera 9 No 20 – 36

www.zapatoca-santander.gov.co ,

Email: alcaldia@zapatoca-santander.gov.co

Zapatoca – Santander - Colombia



Mairie de Zapatoca, Santander
Mairie de Crolles

Envoyé en préfecture le 05/02/2025
Reçu en préfecture le 05/02/2025
Publié le 07/02/2025
ID : 038-213801400-20250203-DELIB06_2025-DE

(\$15.000.000).

APPORT EN VALORISATION DE L'ESAL : TROIS MILLIONS DE PESOS COLOMBIENS (\$3.000.000).

MODALITE DE VERSEMENT :

- 1) La contribution versée par la municipalité de CROLLES - FRANCE seront payées à l'ESAL comme suit : Un (01) versement unique d'un montant de VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT EUROS (23.900 €), qui sera versé dans son intégralité à la signature de l'acte d'engagement, sur un compte destiné exclusivement à la gestion des contributions de la présente convention de transfert tripartite.

La municipalité de Crolles ne pourra être tenue responsable des délais de transfert international des fonds.

L'ESAL s'engage à envoyer aux deux municipalités toutes les pièces justificatives justifiant du montant réellement reçu suite au transfert.

- 2) La contribution de la municipalité de Zapatoca - Santander sera versée à l'ESAL de la manière suivante : Un (01) paiement unique d'un montant de **QUINZE MILLIONS DE PESOS M/CTE (15 000 000 \$)**. Après certification de la réception à la satisfaction du superviseur du contrat en ce qui concerne et/ou les annexes correspondantes.

Une fois ces activités exécutées, présentation préalable du rapport unique d'exécution des activités, du bilan financier et de la certification de l'accomplissement de l'objet contractuel de la part du superviseur de l'Accord, de la certification du compte bancaire (pour le premier paiement), de la facture (électronique en cas d'obligation) ou de l'avis de recouvrement, et de la preuve du paiement des cotisations correspondant au système de sécurité sociale intégrale, pour les personnes morales devant cotiser : attestation signée par le représentant légal ou par le contrôleur fiscal (le cas échéant selon le certificat d'existence et de représentation) dans laquelle il est accrédité d'être en règle pour les cotisations de sécurité sociale et parafiscales et le formulaire de paiement de la sécurité sociale pour la période facturée. Cette certification doit indiquer que les informations contenues dans les déclarations d'auto-évaluation des cotisations au système et en particulier celles relatives aux affiliés et celles correspondant à leur revenu de cotisation de base sont correctes et qu'ils ne sont pas en retard de paiement des cotisations au système. Dans tous les cas, le superviseur général du contrat peut demander, au moment qu'il juge opportun, des copies des reçus de paiement des cotisations aux systèmes de santé, de retraite, ARL et Parafiscales ; pour les personnes physiques, la paie de la sécurité sociale pour la période facturée, qui doit être conforme aux dispositions légales (article 50 de la loi 789 de 2002, loi 100 de 1993, décret 1703 du 2 août 2002, loi 828 de 2003, décret 1990 de 2016, décret 923 de 2017 et décret 1273 de 2018).

PARAGRAPHE PREMIER - Dans les trois (3) jours suivant la signature de cet **ACCORD TRIPARTITE**, la **FONDATION PRO ZAPATOCA** devra ouvrir un compte bancaire au nom du projet, afin de gérer les ressources, compte qui devra être ouvert auprès d'une institution financière dûment autorisée, dont une copie sera remise au superviseur de l'accord et à la mairie de Crolles.

PARAGRAPHE DEUX - L'apport économique de la **MUNICIPALITÉ DE CROLLES (FRANCE)** sera déposé sur le compte bancaire qui sera ouvert et présenté par la **FONDATION PRO ZAPATOCA** et sera géré par celle-ci, exclusivement pour l'exécution du présent accord.

PARAGRAPHE TROIS. AFFECTATION DES PAIEMENTS AUX CRÉDITS BUDGÉTAIRES. Les paiements auxquels la **MUNICIPALITÉ DE ZAPATOCA** est tenue seront effectués dans les trente (30) jours ouvrables suivant la réception de la facture et/ou du compte d'encaissement reçu par l'entrepreneur, en plus de la livraison des biens, services ou travaux, des autres exigences qui peuvent s'appliquer, y compris les paiements de sécurité sociale, le paiement des timbres, le cas échéant, etc. Toute exigence dont la vérification n'est pas expressément mentionnée dans cet acte ne sera pas considérée comme

Carrera 9 No 20 – 36

www.zapatoca-santander.gov.co ,

Email: alcaldia@zapatoca-santander.gov.co

Zapatoca – Santander - Colombia



Mairie de Zapatoca, Santander
Mairie de Crolles

Envoyé en préfecture le 05/02/2025
Reçu en préfecture le 05/02/2025
Publié le 07/02/2025
ID : 038-213801400-20250203-DELIB06_2025-DE

remplie, même si l'acte a été signé pour vérifier les autres exigences. Les paiements sont assujettis à la disponibilité des ressources de la Municipalité.

PARAGRAPHE QUATRE. DÉDUCTIONS. Le CONTRACTANT autorise la MUNICIPALITÉ DE ZAPATOCA, par l'entremise de la Trésorerie de la Municipalité, à effectuer les déboursés en sa faveur pour les déductions des taxes municipales et légales qui peuvent être applicables, en tenant compte, pour la déduction respective, des paramètres établis à cette fin par la disposition qui a donné lieu à la taxe.

ARTICLE SEPT - GARANTIES : Si la ESAL considère que les garanties correspondantes doivent être demandées en fonction des risques possibles qui peuvent être générés et garantir le respect général des obligations découlant du présent contrat, le contractant s'engage à constituer à ses frais dans les trois (3) jours suivant la signature du contrat en faveur de la MUNICIPALITÉ, par l'intermédiaire d'une compagnie d'assurance ou d'une banque légalement établie en Colombie, UNE GARANTIE DE CONFORMITÉ UNIQUE avec les couvertures suivantes conformément au décret 1082 de 2015, qui peut être :

1. Police d'assurance
2. Actifs autonomes
3. Garantie bancaire.

L'assurance couvrira les éléments suivants :

ELEMENTS	COUVERTURE	VALIDITE	APPLICATION
Garantie de performance	20% de la valeur de l'accord	Pour la durée d'exécution du contrat et six (6) mois supplémentaires	Oui
Qualité du service	20% de la valeur de l'accord	Pour la durée d'exécution du contrat et six (6) mois supplémentaires	Oui
Paiement des salaires, prestations sociales, légales et indemnisations	5% de la valeur de l'accord	Pour la durée d'exécution du contrat et trois (3) années supplémentaires	Oui

ARTICLE HUIT - LIQUIDATION : Le présent accord sera liquidé conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi 1150 de 2007, de ses décrets d'application et des autres normes juridiques en vigueur qui les modifient ou les complètent.

ARTICLE NEUF - MODIFICATIONS, AJOUTS, CLARIFICATIONS ET EXTENSIONS : Les parties déclarent expressément que le présent accord ou l'une quelconque de ses clauses peuvent être modifiés, complétés, clarifiés et étendus, sans que cela implique un changement de l'objet ou de la destination des ressources, avec l'accord préalable des parties et conformément aux formalités légales prévues à cet effet par la loi 80 de 1993.

ARTICLE DIX – CADUCITE DE L'ACCORD : Dans l'hypothèse où le voyage des étudiants et de leur professeur serait annulé, pour des raisons internes ou externes au projet, cet accord devient caduc de plein droit et dégage les parties contractantes de leurs obligations de versement des fonds, devenu sans objet. Si toutefois, l'annulation du voyage intervient après le versement de la somme par la Municipalité de Crolles, l'ESAL s'engage à rembourser la somme à la municipalité de Crolles dans un délai de 2 mois maximum à compter de la décision d'annulation du voyage notifiée par les deux municipalités à l'ESAL. Les éventuels frais de transfert internationaux pourront être déduits de la somme remboursée à la municipalité de Crolles à condition pour l'ESAL de justifier du montant de ces frais.



ARTICLE ONZE - RESILIATION UNILATERALE : La municipalité de Zapatoca pourra résilier unilatéralement le présent Accord et exiger le paiement de dommages et intérêts lorsque l'ESAL manque à ses obligations contractuelles.

ARTICLE DOUZE – PENALITE PECUNIAIRE : En cas d'inexécution définitive par le **CONTRACTANT**, celui-ci versera à la Municipalité de Zapatoca, à titre de pénalité, une somme équivalente à dix pour cent (10 %) de la valeur du contrat. Cette somme sera imputée à l'indemnisation des préjudices subis par la Municipalité en raison de l'inexécution. Ladite pénalité pourra être recouvrée, après mise en demeure, sur la base du présent document, qui aura force exécutoire, et sera mise en œuvre en garantissant le respect de la procédure prévue à l'article 17 de la Loi 1150 de 2007.

ARTICLE TREIZE - AMENDES : En cas de non-respect des obligations par le contractant, la municipalité de Zapatoca peut imposer des amendes successives allant jusqu'à 10 % de la valeur totale de la convention, en fonction de la gravité du non-respect à son avis, sans préjudice de la déclaration de déchéance.

ARTICLE QUATORZE - CESSION DE LA CONVENTION : La présente convention ne peut être cédée de quelque manière que ce soit par le contractant sans l'accord préalable et exprès des deux municipalités. Il s'engage à tenir informée la municipalité de Crolles de toutes les démarches et justificatifs qu'il sera amené à demander et recevoir dans le cadre de cette mission de contrôle.

ARTICLE QUATORZE - CONTRÔLE : Le contrôle de la présente convention est exercé par le **SECRETARIAT DE L'ÉDUCATION, DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DES SPORTS** et/ou par le fonctionnaire désigné à cet effet.

CLAUSE QUINZE - SUSPENSION TEMPORAIRE : D'un commun accord entre les parties, l'exécution du présent accord peut être suspendue au moyen d'un acte écrit sans que le temps de la suspension ne soit pris en compte dans le calcul de la durée d'expiration de l'accord.

ARTICLE SEIZE – RELATION DE TRAVAIL : La Municipalité de Zapatoca n'acquiert aucun rapport de travail avec l'ESAL ou avec le personnel embauché par elle pour l'exécution de l'objet et de la portée de la présente entente. En conséquence, l'ESAL est tenue de verser directement les émoluments à ce personnel de la manière convenue sans que la Municipalité n'acquière aucune responsabilité à cet égard.

ARTICLE DIX-SEPT - INCAPACITÉS ET INCOMPATIBILITÉS : En signant la présente convention, le représentant légal de l'ESAL déclare sous serment qu'il n'est sujet à aucune cause d'incapacité ou d'incompatibilité, tel qu'établi dans la réglementation en vigueur.

ARTICLE DIX-HUIT - RÉOLUTION DES LITIGES PENDANT L'EXÉCUTION DE L'ACCORD :

Les controverses ou différends survenant entre l'ESAL et les deux municipalités à l'occasion de la signature, de l'exécution, de l'interprétation, de la prolongation ou de la résiliation de l'Accord, ainsi que toute autre question liée, sera soumise à l'examen des parties pour rechercher un règlement direct, dans un délai ne dépassant pas cinq (5) jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'une ou l'autre partie communique par écrit à l'autre partie l'existence d'un différend et l'explique brièvement. Les différends qui ne peuvent être résolus directement entre les parties seront résolus par conciliation : lorsque le différend ne peut être résolu directement [ou qu'il ne peut y avoir de règlement à l'amiable], il doit être soumis à une procédure de conciliation qui sera déposée auprès du Bureau du Procureur général de la Nation en Colombie, sur demande de conciliation présentée individuellement ou conjointement par les Parties. Si dans les huit (8) jours ouvrables à compter du début du processus de conciliation, qui sera compris à



Mairie de Zapatoca, Santander
Mairie de Crolles

Envoyé en préfecture le 05/02/2025
Reçu en préfecture le 05/02/2025
Publié le 07/02/2025
ID : 038-213801400-20250203-DELIB06_2025-DE

compter de la date de la première convocation des Parties faite par le Parquet Général, les Parties ne parviennent pas à un accord pour résoudre leurs différends, ils doivent s'adresser à la juridiction contentieuse-administrative.

ARTICLE DIX-NEUF – DOCUMENTS DE L'ACCORD : Les études antérieures et autres documents élaborés au cours des étapes précontractuelles, contractuelles et post-contractuelles font partie du présent accord.

ARTICLE VINGT – DOMICILIATION : Les parties conviennent que, à toutes fins légales, l'adresse contractuelle sera la municipalité de Zapatoca – Santander.

Signé le 2025.

Pour la Municipalité de Zapatoca,

Pour l'ESAL,

JESÚS ANTONIO ACEVEDO SOLANO
Maire de Zapatoca – Santander
(Colombie)

FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA
NIT. 8 0 4 0 0 8 7 3 5-8
R.L: Mme Adriana Toledo Arenas

Pour la Municipalité de Crolles,

PHILIPPE LORIMIER,
Maire de Crolles (France)

Annexe : liste des voyageurs établie par les mairies de Zapatoca et Crolles



CONVENIO TRIPARTITO DE ASOCIACIÓN No. 001 – 2025

OBJETO	AUNAR ESFUERZOS ENTRE LA ALCALDÍA DE ZAPATOCA, EL MUNICIPIO DE CROLLES FRANCIA Y LA FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA PARA DAR CUMPLIMIENTO AL PROGRAMA DE ACCIÓN EN EL MARCO DEL PROYECTO DE COOPERACIÓN “CROLLES - ZAPATOCA: POR UNA CIUDADANÍA JOVEN” PARA LA RETROCESIÓN DE FONDOS Y LA COMPRA DE TIQUETES DE AVIÓN PARA LA MOVILIDAD DE LOS ESTUDIANTES COLOMBIANOS A FRANCIA
CONTRATISTA	FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA NIT. 8 0 4 0 0 8 7 3 5-8 Representante legal: Adriana Toledo Arenas Cédula de ciudadanía: 63.315.272
CONTRATANTES	-MUNICIPIO DE ZAPATOCA – SANTANDER (COLOMBIA) NIT. 890.204.138-3, representado Legalmente por Jesús Antonio Acevedo Solano, Alcalde -MUNICIPIO DE CROLLES (FRANCIA)- Representado legalmente por el Alcalde Sr. Philippe Lorimier, Alcalde (resolución n°XX-2025)
SUPERVISOR	SECRETARÍA DE EDUCACIÓN, CULTURA, TURISMO Y DEPORTE – Alcaldía de Zapatoca
VALOR DEL CONVENIO	EL VALOR DEL CONVENIO ESTARÁ ESTIPULADO POR UNA CONTRIBUCIÓN FINANCIERA EN LA MONEDA DE ORIGEN DE CADA PAÍS ASÍ: APORTE FINANCIERO MUNICIPIO CROLLES: VEINTITRÉS MIL NOVECIENTOS EUROS (€ 23.900). APORTE FINANCIERO MUNICIPIO ZAPATOCA: QUINCE MILLONES DE PESOS M/CTE (\$15.000.000). APORTE EN ESPECIE ESAL: TRES MILLONES DE PESOS M/CTE (\$3.000.000).
PLAZO	El plazo de ejecución será de CINCO (05) MESES, contados a partir de la suscripción del acta de inicio.
FECHA DE EJECUCIÓN	Febrero 1 de 2025

Entre los suscritos:

- **JESÚS ANTONIO ACEVEDO SOLANO** identificado con C.C N° 13.515.234 de Zapatoca - Santander, en calidad de Alcalde Municipal del municipio de Zapatoca - Santander, según acta de posesión del 001 del primero (01) de enero de 2024 expedida por la notaría única del círculo de Zapatoca – Santander, y, Escritura pública N° 003 del 04 de Enero de 2024 expedido por la Notaría única del círculo de Zapatoca, facultado para ejercer las funciones propias de la contratación estatal como ordenador del gasto, y, en uso de las facultades Constitucionales y Legales conferidas en los numerales 3) y 9) del artículo 315 de la



Constitución Política, literal b) del numeral 3, numeral 1 del artículo 11 de la Ley 80 de 1993, numeral 5 del literal d) del artículo 29 de la Ley 1551 de 2012, artículo 124 de la Ley 1957 de 2019, quien para efectos de este contrato se denominará **EL MUNICIPIO DE ZAPATOCA**, por una parte,

- El **MUNICIPIO DE CROLLES (FRANCIA)** Representado legalmente por el Alcalde **Sr. Philippe LORIMIER** (resolución **n°xx-2025**) quien para efectos de este contrato se denominará **EL MUNICIPIO DE CROLLES**
- Y la **ENTIDAD SIN ÁNIMO DE LUCRO, FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA** registrada con NIT. 8 0 4 0 0 8 7 3 5-8, representada legalmente por Adriana Toledo Arenas identificada con cédula de ciudadanía No 63.315.272 debidamente facultado para suscribir contratos y convenios en nombre de la misma, quien declara bajo la gravedad de juramento que no se encuentra incurso, ni él ni la entidad que representa, en ninguno de los casos de incompatibilidad, inhabilidad o impedimento de que trata la constitución y la ley, y que para efectos del presente convenio de fundación se denominará **ESAL**.

De común acuerdo hemos acordado celebrar el presente **CONVENIO DE ASOCIACIÓN**, en armonía con lo dispuesto en el artículo 5 del Decreto 092 de 2017, y demás normas que reglamenten la materia, siguiendo los lineamientos y teniendo en cuenta que se ha verificado la idoneidad y experiencia directamente relacionada con el objeto a desarrollar, valorando la capacidad e idoneidad de la **ESAL**, así como los demás documentos anexos del cumplimiento para llevar a cabo la ejecución del mismo, y considerando que:

1. Estos convenios de asociación son distintos a los contratos a los que hace referencia el artículo 2º y están regidos por el artículo 96 de la Ley 489 de 1998 y los artículos 5º, 6º, 7º y 8º del presente decreto.
2. Que la ESAL se encuentra habilitada para la organización y desarrollo de eventos en el municipio de Zapatoca.
3. Que, de acuerdo con lo anterior, se contempla dar cumplimiento al programa de acción previsto en el convenio entre los municipios de Crolles y Zapatoca, en el marco del proyecto de cooperación "Crolles - Zapatoca: por una ciudadanía joven" para la retrocesión de fondos y la compra de tiquetes de avión para la movilidad de los estudiantes colombianos a Francia.
4. Que la entidad sin ánimo de lucro, según la propuesta presentada, aportará en especie para la ejecución del convenio la suma de **TRES MILLONES DE PESOS M/CTE (\$3.000.000)**., representados en bienes y servicios de acuerdo con el presupuesto establecido por la entidad, el cual hace parte integral de este documento.
5. Que ambos municipios cuenten con Disponibilidad Presupuestal con cargo a sus respectivos Presupuestos de Rentas y Gastos vigencia 2025.
6. Que para todos los efectos legales hacen parte del presente convenio las estipulaciones contenidas en el estudio de oportunidad y conveniencia y la propuesta formulada por la ESAL.

El convenio de Asociación que se especifica a continuación se registrará por las normas legales vigentes y por las siguientes cláusulas:

CLÁUSULA PRIMERA – DEFINICIONES: Las expresiones utilizadas en el presente Convenio con mayúscula inicial deben ser entendidas con el significado que se asigna a continuación. Los términos definidos son utilizados en singular y en plural de acuerdo con el contexto en el cual son utilizados. Otros términos utilizados con mayúscula inicial deben ser entendidos de acuerdo con la definición contenida en la Ley 489 de 1998 y el Decreto 092 de 2017 y de acuerdo con el significado establecido en los estudios previos e invitación. Los términos no definidos en los documentos referenciados o en la presente cláusula, deben entenderse de acuerdo con su significado natural y obvio.

Convenio: Es el presente acuerdo de voluntades.



Contratantes: **EI MUNICIPIO DE ZAPATOCA – SANTANDER Y el MUNICIPIO DE CROLLES (FRANCIA)**

Contratista: **FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA;**

CLAUSULA SEGUNDA – OBJETO DEL CONVENIO: " AUNAR ESFUERZOS ENTRE LA ALCALDÍA DE ZAPATOCA , EL MUNICIPIO DE CROLLES FRANCIA Y LA FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA PARA DAR CUMPLIMIENTO AL PROGRAMA DE ACCIÓN EN EL MARCO DEL PROYECTO DE COOPERACIÓN “CROLLES -ZAPATOCA: POR UNA CIUDADANÍA JOVEN” PARA LA RETROCESIÓN DE FONDOS Y LA COMPRA DE TIQUETES DE AVIÓN PARA LA MOVILIDAD DE LOS ESTUDIANTES COLOMBIANOS A FRANCIA" Los Documentos del Proceso forman parte del presente convenio y definen igualmente las actividades, alcance y obligaciones del mismo.

CLAUSULA TERCERA: ACTIVIDADES ESPECIFICAS DEL CONVENIO: El alcance del objeto del presente convenio con una entidad sin ánimo de lucro consistente en realizar, ejecutar, brindar y cumplir con las siguientes actividades:

-Compra de boletos de avión ida y vuelta entre Bucaramanga y Lyon (Francia), para los 19 estudiantes participantes del proyecto, sus 3 profesores y el coordinador de turismo de la alcaldía de Zapatoca.

-Las fechas estimadas de viaje son del 13/05 de mayo al 27/05/2025. Antes de finalizar la compra, la ESAL deberá asegurar la validación por parte de los dos municipios de los horarios de vuelos seleccionados.

-La ESAL, como comprador de los boletos, dará seguimiento a la aerolínea en caso de cambios de vuelo, retrasos o problemas.

-Todos los vuelos reservados deberán incluir equipaje facturado de al menos 20 kilos y una maleta de cabina por persona.

-La lista de nombres de los pasajeros (alumnos y adultos supervisores) se adjunta a este acuerdo y, por lo tanto, forma parte de los documentos del acuerdo. El **MUNICIPIO DE ZAPATOCA** garantiza que los pasajeros están en posesión de un pasaporte válido.

-La ESAL envía a los dos municipios todos los justificantes de los gastos realizados con los fondos recibidos a más tardar al final del plazo de ejecución del convenio.

APORTES FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA EN COP \$		
Asesoría en el desarrollo del proyecto	2	500.000
Fotocopias, impresiones, papelería general	1	500.000
Socialización con el núcleo familiar de cada estudiante	19	2000000
TOTAL APORTE EN VALORACION		3.000.000

CLÁUSULA CUARTA - OBLIGACIONES DE LAS PARTES.

ESAL.

1. La ESAL deberá cumplir con la obligación de pago de seguridad social integral y ARL de él y los trabajadores que tenga a su cargo y requiera para la ejecución del objeto del convenio de requerirlo, de conformidad con lo previsto la ley 100 de 1993 y la ley 1562 de 2012.



2. Los recursos transferidos por los Municipios deben destinarse con exclusividad a la satisfacción del objeto contratado, es decir, la compra de tiquetes de avión para la movilidad de los estudiantes colombianos en Francia que forman parte del grupo “Programa de acción en el marco del proyecto de cooperación “Crolles - Zapatoca: por una ciudadanía joven”.

3. Apertura de una cuenta de ahorros en una entidad financiera vigilada y autorizadas por la SUPERFINANCIERA para manejar los recursos objeto del presente convenio tripartito.

4. Informar oportunamente cualquier incidente o accidente de trabajo en el que se vea involucrado.

5. Dar cumplimiento estricto a los alcances y especificaciones técnicas del objeto contractual.

6. Prestar la colaboración necesaria para el desarrollo del objeto del convenio.

7. Obrar con lealtad y buena fe en el desarrollo de este convenio, evitando dilaciones y entrambamientos que puedan presentarse.

8. No acceder a amenazas o a peticiones de quienes actúen por fuera de la Ley con el fin de obligarlo a hacer u omitir algún acto o hecho informando inmediatamente a la entidad y demás autoridades competentes cuando se presenten peticiones o amenazas.

9. Garantizar el personal mínimo requerido para la prestación del servicio.

10. Responder por los documentos físicos, informáticos o magnéticos elaborados o entregados con ocasión de la ejecución del convenio, así como responder por la seguridad y el debido manejo de los documentos y registros propios de la institución para que reposen en la dependencia correspondiente.

11. Conocer el convenio y anexos técnicos para la ejecución eficiente y eficaz y socializarlos con todo el personal dispuesto para la ejecución.

12. Disponer de los recursos humanos, técnicos, administrativos y financieros para la ejecución del convenio.

13. Vincular formalmente y mantener durante la ejecución del convenio, el talento humano requerido con el perfil solicitado.

MUNICIPIOS:

1. Se obliga a efectuar los registros y operaciones presupuestales y contables necesarios para cumplir cabalmente con el pago de los bienes y/o servicios que el Contratista haya prestado a éste con base en el presente contrato.

2. Solicitar los informes de la gestión adelantada con ocasión del objeto contractual.

3. Suministrar la información que sea requerida por el contratista para la ejecución del contrato.

4. Efectuar los pagos estipulados en el presente contrato en la forma pactada.

5. Garantizar la debida supervisión y vigilancia en el cumplimiento de las obligaciones del contratista.

6. Las demás que sean para la perfecta ejecución del contrato.

7. Acatar las instrucciones que durante el desarrollo del contrato se le impartan por del Supervisor asignado. Por lo cual el supervisor deberá poder en cualquier momento y de forma permanente revisar y acreditar dicha situación.

8. Reportar de manera inmediata cualquier novedad o anomalía, al supervisor del contrato.

CLÁUSULA QUINTA - PLAZO: El plazo de ejecución es de **CINCO (05) MESES**, contados a partir de la firma del convenio, de su perfeccionamiento y la suscripción del acta de inicio.

CLÁUSULA SEXTA - VALOR DEL CONVENIO Y FORMA DE PAGO: VALOR DEL CONVENIO ESTARÁ ESTIPULADO POR UNA CONTRIBUCIÓN FINANCIERA O EN VALORACION EN LA MONEDA DE ORIGEN DE CADA PAÍS ASÍ: APORTE FINANCIERO MUNICIPIO CROLLES: **VEINTITRÉS MIL NOVECIENTOS EUROS (€ 23.900).**

APORTE FINANCIERO MUNICIPIO ZAPATOCA: **QUINCE MILLONES DE PESOS M/CTE (\$15.000.000).** APORTE EN ESPECIE ESAL: **TRES MILLONES DE PESOS M/CTE (\$3.000.000).**

FORMA DE PAGO:

1) El aporte realizado por el municipio de CROLLES – FRANCIA será cancelado a la ESAL así: Un (01) único pago por valor de **VEINTITRÉS MIL NOVECIENTOS EUROS (€ 23.900)**, los cuales serán



desembolsados en su totalidad con la suscripción del acta de inicio, a una cuenta destinada exclusivamente para el manejo de los aportes del presente Convenio tripartita de transferencia. El municipio de Crolles no es responsable de los retrasos en la transferencia de fondos internacionales.

La ESAL se compromete a enviar a los dos municipios todos los justificantes que justifiquen el importe realmente recibido tras la transferencia.

2) El aporte realizado por el Municipio de Zapatoca – Santander será cancelado a la ESAL así: UN (01) único pago por valor de **QUINCE MILLONES DE PESOS M/CTE (\$15.000.000)**.

Previa certificación de recibo a satisfacción del supervisor del contrato con respecto y/o anexos correspondientes. Una vez se ejecuten dichas actividades, previa presentación de: el informe único de la ejecución de actividades, Balance financiero, y certificación del cumplimiento del objeto contractual por parte del supervisor del Convenio, certificación de cuenta bancaria (para el primer pago) factura (electrónica en caso de estar obligado) o cuenta de cobro, y constancia de pago de los aportes correspondientes al sistema de seguridad social integral, para personas jurídicas aportar: certificación suscrita por el representante legal o por el revisor fiscal (en caso de aplicar según el certificado de existencia y representación) en la cual se acredite estar a paz y salvo por concepto de seguridad social y parafiscales y planilla de pago de seguridad social del periodo cobrado. En dicha certificación se debe hacer constar que la información contenida en las declaraciones de autoliquidación de aportes al sistema y en particular la relativa a los afiliados y la correspondiente a sus Ingresos Base de Cotización es correcta y que no se encuentra en mora por concepto de aportes al sistema. En todo caso el supervisor general del contrato podrá solicitar en el momento que estime conveniente, copias de los recibos de pago de los aportes a los sistemas de salud, pensión ARL y Parafiscales; para personas naturales planilla de seguridad social del periodo cobrado los cuales deberán cumplir las previsiones legales (artículo 50 de la Ley 789 de 2002, Ley 100 de 1993, Decreto 1703 de agosto 2 de 2002, la Ley 828 de 2003, Decreto 1990 de 2016, Decreto 923 de 2017 y Decreto 1273 de 2018).

PARÁGRAFO PRIMERO. Dentro de los tres (3) días siguientes a la suscripción el presente **CONVENIO TRIPARTITO**, la FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA deberá apertura una cuenta de bancaria a nombre del proyecto, con el fin que se manejen los recursos, cuenta que debe apresurarse ante una entidad financiera debidamente autorizada, de lo cual presentarán copia al supervisor del convenio y a la alcaldía de Crolles.

PARÁGRAFO SEGUNDO. El aporte económico de LOS MUNICIPIO DE CROLLES (FRANCIA), se consignarán en la cuenta bancaria que debe aperturar y presentar LA FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA y será administrada por la misma, con destinación exclusiva para la ejecución de este convenio

PARÁGRAFO TERCERO. SUJECIÓN DEL PAGO A LAS APROPIACIONES PRESUPUESTALES. Los pagos a los cuales está obligado el MUNICIPIO DE ZAPATOCA se realizarán dentro de los treinta (30) días hábiles siguientes al recibo de la factura y/o cuenta de cobro recibida por parte del Contratista, además de la entrega de bien, servicio u obra, los demás requisitos a que haya lugar, entre ellos pagos de seguridad social, pago de estampillas, cuando a ellos haya lugar, etc., todo lo cual deberá constar expresamente en el acta de recibo. Aquel requisito cuya verificación no conste expresamente en esta acta, no se entiende cumplido, así se haya suscrito el acta verificando los demás requisitos. Los pagos están sujetos a la disponibilidad de los recursos del MUNICIPIO.

PARÁGRAFO CUARTO. DEDUCCIONES. EI CONTRATISTA autoriza al MUNICIPIO DE ZAPATOCA, para que, por conducto de la Tesorería del Municipio, se efectúe los desembolsos a su favor las deducciones por concepto de los gravámenes Municipales y legales a que hubiere lugar, teniendo en cuenta para la respectiva deducción, los parámetros que para tal efecto haya establecido la disposición que dio origen al gravamen.



CLÁUSULA SÉPTIMA - GARANTÍAS: Si la ESAL considera que se debe solicitar las garantías correspondientes de acuerdo a los posibles riesgos que se puedan generar y garantizar el cumplimiento general de las obligaciones derivadas de este contrato, el contratista deberá comprometerse a constituir a su costa dentro de los tres (3) días siguientes a la firma del contrato a favor del MUNICIPIO, por conducto de una Compañía de Seguros o Banco legalmente establecido en Colombia, GARANTÍA ÚNICA DE CUMPLIMIENTO con los siguientes amparos de conformidad con el Decreto 1082 de 2015, la cual podrá ser:

1. Póliza de seguros
2. Patrimonio Autónomo
3. Garantía Bancaria.

La garantía deberá cobijar los siguientes amparos:

AMPAROS	SUFICIENCIA	VIGENCIA	APLICA
Garantía de cumplimiento	20% del valor del contrato	Por el término de ejecución del contrato y seis (6) meses más.	Sí
Calidad del servicio	20% del valor del contrato	Por el término de ejecución del contrato y seis (6) meses más.	Sí
Pago de salarios, prestaciones sociales, legales e indemnizaciones	5% del valor del contrato	Por el plazo de ejecución del contrato y tres (3) años más	Sí

CLÁUSULA OCTAVA - LIQUIDACIÓN: El presente convenio deberá liquidarse en los términos señalados en el artículo 11 de la ley 1150 de 2007, sus decretos reglamentarios y demás normas legales vigentes que los modifiquen o adicionen.

CLÁUSULA NOVENA - MODIFICACIONES, ADICIONES, ACLARACIONES Y PRÓRROGAS: Las partes declaran expresamente que el presente convenio o cualquiera de sus cláusulas podrán ser modificadas, adicionadas, aclaradas y prorrogadas, sin que ello implique modificación en el objeto o en la destinación de los recursos, previo acuerdo de las partes y conforme las formalidades legales establecidas en la Ley 80 de 1993 para tal fin.

CLÁUSULA DECIMA – CADUCIDAD DEL CONVENIO

En caso de que el viaje de los estudiantes y su profesor sea cancelado, por causas internas o externas al proyecto, este acuerdo automáticamente queda sin efecto y libera a las partes contratantes de sus obligaciones de pago de los fondos, que han pasado a ser irrelevantes. No obstante, si se cancela el viaje después de que el **MUNICIPIO DE CROLLES** haya abonado el importe, ESAL se compromete a reembolsar dicho importe al **MUNICIPIO DE CROLLES** en un plazo de 2 meses máximo a partir de la notificación a ESAL de la decisión de cancelar el viaje por parte de ambos **MUNICIPIOS**. Los eventuales gastos de transferencia internacional podrán deducirse del importe reembolsado al **MUNICIPIO DE CROLLES**, siempre que **ESAL** pueda justificar el importe de estos costes.

CLÁUSULA DECIMA PRIMERA - TERMINACIÓN UNILATERAL: EI MUNICIPIO DE ZAPATOCA podrá dar por terminado unilateralmente el presente convenio y exigir el pago de los perjuicios a que haya lugar cuando la ESAL incurra en incumplimiento de sus obligaciones contractuales.

CLÁUSULA DÉCIMA SEGUNDA – PENAL PECUNIARIA: En caso de incumplimiento definitivo del CONTRATISTA, este pagará al MUNICIPIO DE ZAPATOCA a título de pena, una suma equivalente del diez por ciento (10%) del valor del contrato que se imputará a la indemnización por



los perjuicios que reciba el Municipio por el incumplimiento, el que se podrá cobrar, previo requerimiento, con base en el presente documento, el cual prestará mérito ejecutivo, y se hará efectiva garantizando el debido proceso de qué trata el Artículo 17 de la Ley 1150 de 2007.

CLÁUSULA DÉCIMA TERCERA - MULTAS: En caso de Incumplimiento de las obligaciones por parte del Contratista, el Municipio podrá imponer a éste mediante Resolución motivada, multas sucesivas hasta por el valor equivalente al 10% del valor total del Convenio, según la gravedad del incumplimiento a juicio de ella, sin perjuicio de la declaración de caducidad.

CLÁUSULA DÉCIMA CUARTA – DE LA CESIÓN DEL CONVENIO: El presente convenio no podrá ser cedido a ningún título por el contratista sin el consentimiento previo y expreso de los dos Municipios.

CLAUSULA DÉCIMA QUINTA - SUPERVISIÓN: La Supervisión del presente Convenio será ejercida por la SECRETARÍA DE EDUCACIÓN, CULTURA, TURISMO Y DEPORTE y/o el servidor público designado para tal fin. Se compromete a mantener informado el Municipio de Crolles de todas las gestiones y justificantes que solicite y reciba en el marco de esta misión de control.

CLÁUSULA DÉCIMA SEXTA- SUSPENSIÓN TEMPORAL: De común acuerdo entre las partes se podrá suspender la ejecución del presente convenio mediante un acta escrito sin que para efectos del plazo extintivo del convenio se compute el tiempo de suspensión.

CLÁUSULA DÉCIMA SÉPTIMA - RELACIÓN LABORAL: EL MUNICIPIO no adquiere ninguna relación de tipo laboral con la ESAL ni con el personal que éste contrate para la ejecución del objeto y alcance de este convenio. En consecuencia, la ESAL se obliga a cancelar directamente a ese personal los emolumentos en la forma convenida sin que EL MUNICIPIO adquiera alguna responsabilidad por este hecho.

CLÁUSULA DÉCIMA OCTAVA – INHABILIDADES E INCOMPATIBILIDADES: Con firma del presente Convenio, el representante legal de la ESAL declara bajo la gravedad de juramento que no se haya incurrido en causal alguna de inhabilidad, incompatibilidad, consagradas en la normatividad vigente.

CLÁUSULA DÉCIMA DECIMA NOVENA - SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS DURANTE LA EJECUCIÓN DEL CONVENIO: Las controversias o diferencias que surjan entre la ESAL y los municipios con ocasión de la firma, ejecución, interpretación, prórroga o terminación del Convenio, así como de cualquier otro asunto relacionado con el mismo, serán sometidas a la revisión de las partes para buscar un arreglo directo, en un término no mayor a cinco (5) días hábiles a partir de la fecha en que cualquiera de las partes comunique por escrito a la otra parte la existencia de una diferencia y la explique someramente. Las controversias que no puedan ser resueltas de forma directa entre las partes, se resolverán mediante Conciliación: Cuando la controversia no pueda arreglarse de manera directa [o no pueda existir una amigable composición] debe someterse a un procedimiento conciliatorio que se surtirá ante la Procuraduría General de la Nación en Colombia, previa solicitud de conciliación elevada individual o conjuntamente por las Partes. Si en el término de ocho (8) días hábiles a partir del inicio del trámite de la conciliación, el cual se entenderá a partir de la fecha de la primera citación a las Partes que haga la Procuraduría General de la Nación, las Partes no llegan a un acuerdo para resolver sus diferencias, deben acudir a la jurisdicción contencioso-administrativa.

CLÁUSULA VIGÉSIMA - DOCUMENTOS DEL CONVENIO: Hacen parte del presente convenio los estudios previos y los demás documentos desarrollados en la etapa precontractual, contractual y pos contractual.

CLÁUSULA VIGÉSIMA PRIMERA – DOMICILIO: Las partes acuerdan que para todos los efectos legales el domicilio contractual será el Municipio de Zapatoca–Santander.



Alcaldía Municipal de Zapatoca, Santander
Alcaldía Municipal de Crolles, Francia

Envoyé en préfecture le 05/02/2025
Reçu en préfecture le 05/02/2025
Publié le 07/02/2025
ID : 038-213801400-20250203-DELIB06_2025-DE

Se firma a los **XXXX** días del mes de enero de 2025.

Por el Municipio de Zapatoca,

Por la ESAL,

JESÚS ANTONIO ACEVEDO SOLANO
Alcalde Municipal Zapatoca – Santander
(Colombia)

FUNDACIÓN PRO ZAPATOCA
NIT. 8 0 4 0 0 8 7 3 5-8
R.L: Adriana Toledo Arenas

Por el Municipio de Crolles,

Alcalde Sr. Philippe LORIMIER (resolución N°xx-2025)
MUNICIPIO DE CROLLES (FRANCIA)-

Anexo: lista de viajeros elaborada por los MUNICIPIOS DE ZAPATOCA y CROLLES